

La Lettre des Élus Communistes du Conseil Régional de Basse-Normandie



Augmenter les salaires

La session plénière du Conseil Régional des 13 et 14 décembre a été pour une grande part consacrée aux orientations budgétaires 2008 et donc à la question des moyens financiers dont nous disposerons l'année prochaine pour mettre en œuvre nos politiques.

Lorsque nous parlons finances, nos concitoyens – à juste titre – pensent à leur **pouvoir d'achat**, et même si les conséquences d'une éventuelle augmentation de la fiscalité de la part de la Région sont en masse assez peu significatives sur le pouvoir d'achat, il n'en demeure pas moins vrai qu'il faut y être attentif, surtout dans notre région qui est reconnue pour ses bas salaires et par conséquent ses faibles pensions.

Cette année 2007 a été marquée par de **forts mouvements sociaux** : les cheminots, les fonctionnaires, les étudiants, les lycéens ont remplis les rues des grandes villes de notre Région pour défendre leurs droits, leurs services publics, leur avenir.

Mais au-delà de ces mouvements tout à fait fondés qui s'expriment, il faut aussi voir la multitude de petits mouvements sociaux qui parcourent notre région, mouvement dont le dénominateur commun est la question du pouvoir d'achat.

Nous sommes à 3 % d'inflation depuis septembre, et les experts prévoient un rythme annuel de 2 à 3 % pour 2008.

Nos concitoyens sont pressurisés de partout : le logement qui atteint au minimum 25% des budgets familiaux, le carburant, les produits alimentaires. De toute part, la question du pouvoir d'achat qui s'amenuise a été posée.

Or tous les économistes le reconnaissent, ce n'est pas la loi du marché qui fait monter les prix c'est pour l'essentiel la spéculation. Ainsi pour le pétrole dont nous savons qu'il va se raréfier. Actuellement, 50 % du coût sur le marché international est dû à des mécanismes de spéculation, il en est de même de l'immobilier et maintenant, c'est l'alimentation qui subit ces mécanismes spéculatifs.

75 % des français pensent que la question du pouvoir d'achat est la question prioritaire et les propositions faites par le Président de la République déçoivent.

Mais que fallait-il attendre de notre VRP présidentiel qui ose signer avec le chef d'État libyen KHADAFI, qui bafoue les droits humains les plus fondamentaux ? des contrats pour ses amis du Fouquet's, Bouygues, Bolloré, Dassault, Véolia, ...

Qui donne 15 Milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches sans qu'ils aient travaillé plus et autorise le monde du travail à travailler plus pour gagner plus ?

La Basse-Normandie, celle qui travaille et souffre, ne demande qu'une chose, que l'on augmente les salaires, que l'on augmente le SMIC et les minima sociaux. Et que l'on augmente ses revenus à proportion des besoins réels.

Oui pour vivre aujourd'hui dignement il faut porter le SMIC à 1500 €.

Les partis de gauche qui composent la majorité régionale ont rédigé mardi 11 décembre une déclaration commune exigeant des mesures d'urgences et ont pris l'engagement d'un rassemblement le plus large autour de ces mesures.

Porter ses propositions auprès de nos concitoyens sera reçu dans notre région comme un acte fort, positif et offensif face à la droite.

Si les dons recueillis pour le Téléthon sont en baisse, nous sommes persuadés que cette année encore les profits eux battront des records.

Il y a donc de l'argent pour augmenter le pouvoir d'achat.

Jean CHATELAIS
Président du Groupe Communiste

Le FN revendique un référendum «populaire» sur le Traité de Lisbonne. De quel droit?

Dans son expression politique dans le journal Reflet, notre groupe déclare notamment que « seul le peuple peut, par référendum, valider ou invalider ce qu'il a lui-même décidé par cette même voie ».

Le parti communiste, mais aussi des personnalités d'autres partis politiques ont engagé dans ce pays une grande campagne de pétition pour exiger cette consultation. Nicolas Sarkozy a choisi de ne pas consulter le peuple français pour éviter un rejet inévitable des politiques libérales qui sont le fondement de ce mini traité.

Les communistes militent pour la construction d'une Europe sociale où les hommes seraient à l'abri de la concurrence entre eux pour le seul bénéfice du capital.

Ils militent pour un statut social des travailleurs harmonisé par le haut, avec les 35 heures, la retraite à 60 ans, une vraie sécurité sociale, le respect des travailleurs immigrés qui font la richesse de l'Europe, la régularisation des sans papiers.

Comme vous le voyez, Monsieur le Président, c'est un programme construit autour du modèle social français né du Conseil National de la Résistance.

C'est un programme social que nous devons à tous ses résistants français et immigrés, communistes, socialistes, gaullistes morts pour une France démocratique et sociale.

L'Europe que nous voulons, vous le voyez, est bien éloignée de celle du Front National.

Je voudrais dire avec force notre indignation.

Aujourd'hui Monsieur LE PEN répond devant le tribunal de propos inqualifiables. Ce triste personnage a déclaré que « l'occupation par l'armée allemande n'avait pas été inhumaine ».

C'est odieux et discrédite totalement ceux qui portent de tels propos et ceux qui les soutiennent.

Cela discrédite totalement les nostalgiques d'une Europe brune où « l'armée allemande était humaine ». Cela ne leur donne pas le droit de se revendiquer du nom du peuple français pour exiger un référendum.

Les communistes pensent que le groupe front national devrait retirer sa motion et en tout état de fait nous ne participerons pas au vote sur cette motion.

Propositions d'Orientations Budgétaires 2008

Commission 1 - Finances, personnel, plan, affaires générales

- ☞ Ressources humaines : intégration des agents des lycées (869 personnes), création d'emplois dans les lycées
- ☞ Bâtiments régionaux : création d'un pôle de formations de santé sur le site du CHU de Caen, Institut de Pathologie du Cheval, rénovation des bâtiments régionaux.

Commission 2 - Développement économique, commerce, artisanat, recherche et innovation

- ☞ Développement économique : appui aux pôles et filières, aux PME et PMI, mise en réseau de l'information et des outils, attractivité territoriale et sécurité économique.
- ☞ Recherche et innovation : intervention à hauteur de 5% du budget régional
- ☞ Europe et international : veille active en matière européenne, logique de partenariat avec l'UE, gestion directe des crédits européens ; ouverture d'une représentation en Chine, plan d'action autour de Québec 2008, liens avec la Norvège et la Toscane.

Commission 3 - Emploi et reconversion industrielle, économie sociale et solidaire

- ☞ Emploi et formation dans les entreprises : poursuite de la mise en œuvre du dispositif des emplois tremplins (objectif : 500 emplois en 2008), professionnalisation des contrats aidés en vue de leur pérennisation
- ☞ Économie sociale et solidaire : structurer le réseau des acteurs, renforcer le financement et l'accompagnement des projets de l'économie sociale et solidaire, ...

Commission 4 - Aménagement du territoire, transports, ports et communications

- ☞ Aménagement durable des territoires : SRADT (cf. page 3), travaux de rétablissement du caractère maritime du Mont Saint Michel
- ☞ Transports : mise en œuvre des grands projets routiers bas-normands (A88, RN 12, contournement Est de Cherbourg, désenclavement routier du département de l'Orne, ...) et renforcement de l'engagement en faveur de l'amélioration des infrastructures ferroviaires
- ☞ Politique portuaire : travail de réflexion sur la stratégie portuaire à développer d'ici les 10 prochaines années et rédaction de Schémas de Développement des ports de Caen et Cherbourg
- ☞ Politique aéroportuaire : consolider la mise en place du Syndicat Mixte de l'aéroport de Deauville Saint Gatien et lancement d'études concernant le développement des infrastructures de l'aéroport pour faire face au trafic actuel et futur.
- ☞ TIC : poursuite de la maîtrise d'ouvrage du réseau à haut débit VIKMAN, ouverture à la santé, projets régionaux en télé santé, ...

Commission 5 - Éducation, enseignement supérieur, environnement et développement durable

- ☞ Éducation, enseignement supérieur et formations sanitaires et sociales : consolidation de la politique d'accompagnement des élèves et des familles, extension de l'IUT de Vire et de la maison de la recherche en sciences humaines, projet d'école d'ingénieurs agro-alimentaire, gratuité des études d'aide-soignant, d'auxiliaire de puériculture et d'ambulancier.
- ☞ Environnement et développement durable : adoption de l'Agenda 21 régional, soutien au fonctionnement et aux programmes d'actions des Parcs naturels régionaux, ...

Commission 6 - Formation tout au long de la vie

- ☞ Apprentissage : financement de la boîte à outil, de la tenue professionnelle et des équipements de sécurité, restructuration du CFA du bâtiment de l'Orne à Alençon, ...
- ☞ Formation professionnelle : gestion de l'offre de formation de l'AFPA, formations pré qualifiantes et qualifiantes pour les demandeurs d'emploi et les actions de lutte contre l'illettrisme

Commission 7 - Jeunesse, culture, sports et loisirs, relations internationales, coopération décentralisée et droits de l'homme

- ☞ Jeunesse, sport et vie associative : cart@too, intervention majeure en matière d'équipements sportifs, bourses individuelles aux athlètes de haut niveau, aide aux centres de formation des clubs professionnels, subventions aux clubs évoluant dans les premiers niveaux des championnats nationaux, renforcement d'un fonds d'aide à la vie associative, ...
- ☞ Culture : soutien à la création artistique et à l'animation culturelle, diffusion musicale, soutien de la vie littéraire régionale, restauration, conservation et acquisition d'œuvres et d'objets patrimoniaux, ...
- ☞ Coopération décentralisée et droits de l'homme : programme de coopération avec Madagascar et la Macédoine, programmes participatifs de coopération renforcée avec le Mali et le Burkina Faso, soutien en faveur d'actions de préservation ou de défense des Droits de l'Homme, ...

Commission 8 - Solidarités, politique de la ville, logement, santé, handicap

- ☞ Habitat : aide aux territoires initiant des Opérations Programmées pour l'Amélioration de l'Habitat thématique sur des territoires fragilisés, appel à projet visant à l'amélioration de l'offre de logement en direction des jeunes
- ☞ Espaces urbains : augmentation des crédits de paiement associés aux projets novateurs pour les quartiers prioritaires des villes grandes et moyennes, ...
- ☞ Santé et territoire : ouverture de maisons médicales pluridisciplinaires dans les secteurs ruraux les plus déficitaires et fragilisés

Commission 9 - Ruralité, agriculture durable, tourisme et littoral

- ☞ Agriculture : soutien à la qualité par l'appui à des opérations collectives et par des aides aux investissements pour les producteurs, politique de l'installation afin d'aider à installer et maintenir sur le territoire de jeunes agriculteurs, ...
- ☞ Appui aux filières agricoles : filière équine et filières animales, plan de modernisation des bâtiments d'élevage, filières végétales
- ☞ Pêche et cultures marines : développer des activités de pêche pérennes et consolider la place des entreprises aquacoles sur le territoire
- ☞ Économie touristique : développement et soutien accru aux filières stratégiques : Tourisme et handicap, Véloroutes et Voies Vertes, Tourisme social, ...
- ☞ Sécurité maritime : soutien aux actions de la Société Nationale de sauvetage en Mer, ...

Pierre MOURARET - Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire

Cette session est l'occasion d'adopter la version définitive du SRADT, qui constitue une véritable vision partagée à long terme de notre Région. Notre région est confrontée à 4 grands défis : **l'attractivité pour les jeunes, l'équilibre territorial, le développement durable et l'ouverture sur le monde.**

Les trois axes d'actions retenus pour faire face à ces défis sont :

- **A la conquête de la valeur ajoutée**, avec des orientations précises dans le domaine de la recherche, de l'innovation, des filières d'excellence, de la qualification des hommes, des technologies de l'information et de la télécommunication
- **Être et bien-être en Basse-Normandie**, où l'on cherche à établir une solidarité entre les hommes et les territoires, mais aussi avec les générations futures face aux enjeux environnementaux, de la démocratisation, de la culture et des loisirs
- **Terre et Mer d'Europe**, pour favoriser les relations internationales, l'ouverture maritime de la Région et ses échanges avec le monde.

Le SRADT doit permettre à l'ensemble des acteurs bas-normands de mettre en œuvre collectivement un projet d'aménagement et de développement durable ambitieux pour la Basse-Normandie à l'horizon de 20 ans. La conjonction du départ des jeunes et de l'arrivée des retraités attirés par la qualité de vie de notre Région en ferait en 2025 une des régions à la population la plus âgée d'Europe. C'est donc aujourd'hui qu'il convient d'attirer les jeunes générations, d'offrir les services qu'attendent les personnes les plus âgées dans les domaines du quotidien, des loisirs, de la culture ou de la santé. Les réponses aux défis de demain sont à trouver dans les prochaines années. Les décideurs publics ont besoin de cette lisibilité à long terme qui contribue à accélérer la dynamisation de notre Région.

C'est grâce au diagnostic partagé du SRADT que nous avons pu forcer l'État à porter le Contrat de Plan Etat-Région à hauteur de 764.5 millions d'euros.

Intervention de Marie-Jeanne GOBERT sur les Orientations Budgétaires 2008

Les orientations budgétaires 2008 sont marquées par les contraintes budgétaires et les choix nationaux ; le bouclier fiscal fait perdre plus de 9 millions d'euros de recettes, et la modification du pacte de stabilité au moins 1 million d'euros.

Au nom du Groupe Communiste, je ne développerai que 3 points :

1) **L'emploi**, qui reste la préoccupation majeure pour toutes les générations. Nous continuons de perdre des emplois (8.536 en 5 ans, soit près de 8%), et les effets d'annonce sur les chiffres du chômage sont démentis par ce que vivent les citoyens, à savoir la destruction d'emplois stables au profit d'emplois précaires, en moindre nombre. Pour l'année écoulée, le nombre d'heures travaillées stagne, pesant sur le pouvoir d'achat des ménages.

L'emploi va mal, et rien n'y fait : ni les exonérations sociales (400 millions d'euros par an en Basse-Normandie), ni nos politiques régionales. Notre collectivité doit y remédier, en marquant fortement nos exigences en terme de créations d'emplois au travers des aides que nous attribuons aux entreprises.

Notre préoccupation en tant qu'élus n'est pas de satisfaire la bourse, mais les citoyens normands.

2) Les **services publics**. Dans son action, notre collectivité marque régulièrement son attachement profond aux services publics. Nous avons dénoncé à de multiples reprises la casse de la Poste, de l'Ecole, d'EDF-GDF, aujourd'hui, ce sont les tribunaux, demain les gendarmeries. C'est le modèle social issu du Conseil National de la Résistance de 1945, porté par tout le peuple français, que la droite libérale entend détruire, épaulée par le patronat.

C'est pourquoi nous pensons que notre budget devra porter notre volonté de défense et de développement des services publics.

3) La **fiscalité**. Nous déterminerons notre contribution au débat d'orientations budgétaires sur la question de l'équilibre financier de notre budget, qui atteindra un volume proche de celui de l'an dernier. Les contraintes sont fortes, notamment avec les pertes de la taxe professionnelle imposées par le gouvernement.

Il est évoqué l'éventualité d'une augmentation modérée de la pression fiscale. L'extrême faiblesse des salaires et la précarité sans cesse croissante qui existent sur notre territoire nous incitent à cette prudence, et c'est pourquoi nous suivrons cette démarche. La limitation de l'emprunt à la même somme que l'année dernière nous semble aussi une démarche prudente, mais qui ne nous engagera pas dans les réalisations dont la Basse-Normandie a besoin.

Cette contrainte exercée par l'État a pour objet de limiter la dépense publique. Mais surtout, cette politique veut pousser les collectivités locales à avoir recours aux partenariats public-privé, comme en Angleterre. Mais quelles seront les retombées de ces partenariats à long terme?

La maîtrise de l'investissement public doit rester publique. Nous sommes placés devant une masse de recettes contrainte pour 2008, et pour autant, nous avons des ambitions fortes pour notre Région. Si les recettes ne progressent pas, et si les dépenses augmentent, même de façon maîtrisée, il faudra compenser la différence.

Nous devons faire grandir dans la population de notre Région cette exigence de financement afin que les citoyens bas-normands agissent à nos côtés afin de défendre leurs intérêts, et que nous puissions nous doter des investissements dont nous avons besoin pour nous développer. Pour cela, il faudra s'attaquer aux produits financiers.

Jean-Claude FORAFO - N'abandonnons pas les SANMINA!

Le 12 décembre, 3.000 personnes, dont de nombreux élus ceints de leurs écharpes tricolores, manifestaient dans les rues de Cherbourg pour signifier leur opposition au projet de fermeture de l'usine SANMINA qui emploie 300 salariés, sans compter ceux de la sous-traitance.

Cette mobilisation exceptionnelle témoigne de l'émotion et de l'écoeurement que provoque une décision parfaitement injustifiée, guidée uniquement par des considérations de rentabilité financière au détriment de l'emploi industriel, des hommes et des femmes au savoir-faire professionnel incontesté et d'une Région déjà durement fragilisée.

Même la direction de l'usine le concède dans un communiqué de presse, je cite : « il y a des commandes, sauf qu'ils les ont emmenées dans des pays à bas coûts. C'est juste une logique financière », en précisant que l'entreprise avait délocalisée sa production en Hongrie, Thaïlande et Chine. Cette procédure de fermeture est désormais lancée puisqu'elle a été annoncée officiellement devant le comité d'entreprise.

Je veux ici mettre le doigt sur la cruauté d'un système qui sacrifie tout à la finance et qui porte un nom : le libéralisme mondialisé.

Pendant les fêtes de fin d'année, les salariés se sont relayés devant l'usine jour et nuit pour que le matériel ne soit pas déménagé par leur direction.

Actuellement, la situation reste délicate : la cessation d'activité est prévue pour la fin du mois de mars, et on devrait savoir d'ici la fin du mois de janvier s'il y a un ou plusieurs repreneurs, qui pourraient essayer de poursuivre avec une partie du personnel.

Les ouvriers n'abandonnent pas, à nous en tant qu'élus, que citoyens, d'en faire de même!

Les événements de 2007...

Session plénière du 9 février

- Présentation par Pierre MOURARET du projet de SRADT, aboutissement d'un projet de concertation d'un an et demi, destiné à la phase de concertation publique

Adopté à la majorité des voix

- Application de la convention de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour le quartier Saint-Sauveur de Flers, la ville d'Argentan, les quartiers de la Guérinière et de la Grâce de Dieu de Caen et de la Ville d'Ifs.

Approuvé à la majorité des voix

Session plénière du 2 mars : Contrat de Projet Etat-Région 2007-2013

Devant la faiblesse de l'enveloppe prévue par l'État dans ce CPER, le groupe communiste propose 2 votes : d'une part, le vote sur le document du CPER en lui-même, d'autre part, le vote d'un avenant qui précise ce qui manque et que l'on veut voir renégocier, et comportant la volonté du Conseil Régional de rouvrir la négociation avec le futur gouvernement, quel qu'il soit.

Approuvés à la majorité des voix

Session plénière du 16 avril

- Modification du dispositif « Emplois-tremplins » afin de l'élargir en matière d'économie sociale et solidaire et de soutien aux politiques de la Ville

Adopté à la majorité des voix

- Mise en place de la gratuité des études d'aide-soignant, d'auxiliaire puéricultrice et d'ambulancier pour la rentrée de septembre

Adopté à l'unanimité

- Création d'un CFA public supérieur à l'Université de Caen

Adopté à l'unanimité

Session plénière du 25 juin

- Vote à l'unanimité d'une motion de soutien aux victimes de l'amiante

- Vote à l'unanimité d'une motion concernant la décentralisation, posant des questions au gouvernement sur sa politique vis-à-vis des Régions

- Vote à l'unanimité d'une motion dénonçant la réforme de la carte judiciaire sans consultation des parties concernées

Session plénière du 26 octobre

- Modulation régionale sur les fractions de tarif TIPP : le surcoût induit par cette modulation est évalué, pour un conducteur parcourant environ 15.000 km par an, à 12 euros pour le gazole et 20 euros pour le sans plomb.

- Remaniement de l'exécutif régional suite au départ de Bernard CAZENEUVE

- Renouvellement des conventions de création de CFA, indemnités compensatrices forfaitaires versées aux employeurs d'apprentis

- Lutte contre les changements climatiques